À la Une : divorce au sommet au Burundi

RFI, 08/09/2022 Un président qui se compare de son Premier ministre, rien de plus banal. Mais quand le premier accuse implicitement le second de vouloir fomenter un coup d'État, ça l'est moins. Le Premier ministre burundais Guillaume Bunyoni, « maintes reprises désapprouvé à demi-mot ou dans des termes à peine voilés par le Chef de l'État », affirme le site d'information burundais Iwacu, a donc été remplacé par Gervais Ndirakobuca, le général de police et tout-puissant ministre de l'Intérieur.

Les Burundais n'ont pas besoin de ça. En 60 ans d'indépendance, le Burundi a connu 11 coups d'État, dont le dernier en date à Yaga Burundi. « Alain Guillaume Bunyoni que le président de la République accuse de se croire "intouchable", s'attire nourri tellement d'indépendance d'un coup d'État, rien ne devrait nous surprendre : le Burundi pendant soixante ans a été gouverné par de telles personnes. Mais, hélas, s'exclame Yaga Burundi, ces temps-ci, nous ne devrions pas nous perdre dans les complots politiques. Nous sommes au bord du gouffre économiquement parlant. La population vit dans une misère extrême. Si le Burundi venait à subir une crise politique majeure, l'instaurer d'un coup d'État, il tomberait dans le même piège que le nouveau Rassemblement démocratique qui se serait installé par la force aurait du mal à gouverner. Le Burundais est fatigué, encore Yaga Burundi, il a d'autres soucis (se nourrir quotidiennement, cultiver son champ). Les hommes politiques devraient se concentrer à améliorer les vies des millions de Burundais plutôt que de jouer à Game of Thrones. »

Malaise ? En tout cas, s'interroge Le Pays au Burkina Faso, « que s'est-il passé pour que le président Evariste Ndayishimiye, et son Premier ministre, qui s'entendaient comme larrons en foire, en viennent à totaliser leurs divergences sur la place publique au point d'en arriver à un divorce ? Difficile de répondre à cette question que se posent actuellement bien des Burundais. Pour le moins, affirme Le Pays, on sait qu'en matière de gestion du pouvoir, les alliés d'hier deviennent parfois encombrants, si bien que certains dirigeants n'hésitent pas à s'en séparer. Le plus souvent, qu'on les accuse pas de corruption ou de détournement de deniers publics, ces dignitaires, devenus subitement des parias, sont accusés de menées subversives, comme c'est le cas. Ce changement cache mal un malaise au sommet d'État », relève encore le quotidien ouagalais. Par Frédéric Coureau